

La peste

Si le problème de l'extrême droite se limitait, comme les autorités font semblant de le croire à Nancy, aux actions du GUD, on en parlerait même pas pour ne pas faire de pub, à ces apprentis nazillons. Mais la situation est bien plus grave et dépasse largement les exploits de 4 jeunes débiles en difficulté avec leur corps et agissant sous la conduite d'un étudiant en droit raté qui pense oublier dans l'antisémitisme sa médiocrité et dissoudre dans l'homophobie ses pensées interlopes.

Rappelons les faits: 5 nazillons (environ) pourrissent l'ambiance à la fac de lettres et dans la ville depuis un an environ en collant, par exemple, des autocollants racistes,

antisémites, ou homophobes. Ils tiennent aussi un blog et une page facebook où ils font part de leur

fascination pour Pétain ou Franco, et où ils déversent leur haine des homos, des gauchistes et de toute forme d'émancipation, tout en appelant à la violence. De temps en temps ils font appel à leurs ami-e-s nazis du grand est pour apparaître plus nombreux en ville. Dans ces cas là le nombre les rend courageux, et agressifs,...

Le président de l'université de Lorraine a réagi avec une mollesse confondante: un ou deux communiqués de presse moralisateurs et minimalistes qui n'ont guère impressionné les nazillons, plus une interview indigente donnée à France 3 dans laquelle on sent bien qu'il compte sur les vacances d'été pour que le problème se règle tout seul. Il a aussi déposé plainte fin mai,

martine

va péter la gueule au chef du GUD



Prix

Le prix est librement fixé par le lecteur.
Le prix de revient de ce numéro est de 0,80 €

**RACKET
INTERNATIONAL**

PAGES 4 & 5

**DEUXIEME
INTERNATIONALE**

PAGE 10

**SOLIDARITE
INTERNATIONALE**

PAGE 12

naturellement la justice suit son cours,....

Le leader du groupuscule est pourtant connu de tout le monde à l'université (et en dehors), mais il n'a pas le moindre ennui de la part de l'institution universitaire.

Du côté de la mairie de Nancy, Rossinot a écrit à facebook, pour signaler le contenu de la page du gud, qui contrevient aux lois de la république, ça a provoqué la disparition du compte facebook pendant deux jours début juin, puis fin juin,.... Mais, c'est pas compliqué de créer

une nouvelle page et à chaque fois c'est reparti de plus belle.

La police, quant à elle, ne fait même pas semblant ... On pourrait citer de nombreux exemples, le plus marquant est sans doute celui de la marche des fiertés le 1er juin. Ce jour là en vieille ville, une femme invitée par le gud, s'est postée sur le bord de la manifestation, et a passé son temps à faire des saluts nazis, à cracher sur la foule, en proférant de manière audible des insultes homophobes. Elle arborait même fièrement un drapeau rouge avec un disque blanc en son centre dans lequel figurait une croix celtique. L'allusion au drapeau nazi n'a pas échappé aux policiers très nombreux dans la manif: ils lui ont confisqué. Quant

à prendre l'identité de cette militante nazie, lui faire cesser ses saluts, non. Ils se sont contentés de la protéger des manifestants. Elle a donc pu continuer à vomir sa haine des juifs, des pédés, et autres bougnoules sans que ça lui cause le moindre ennui. Les policiers ont, en revanche, entouré, photographié et aspergé de gaz lacrymogène le cortège libertaire de la marche des fiertés qui s'énervait trop à leur goût contre les provocations nazies. Quelques jours plus tard, deux policiers aspergés de gaz par un militant antifa ont porté plainte et obtenu la condamnation dudit militant antifasciste à quelques mois de prison avec sursis. Les nazillons jubilent en faisant semblant de se plaindre du sort que leur fait la police, mais même eux n'y croient pas.

La presse locale fait comme toujours toute confiance à la police, et se contente de rapporter des extraits de ses procès verbaux et autres communiqués de presse, (en corrigeant les fautes).

Les politiciens de gauche, enfin, condamnent le fascisme et comptent sur l'union sacrée et l'arc républicain. Un collectif de vigilance s'est constitué autour du front de gauche et du parti socialiste après l'assassinat de Clément Méric par des fachos parisiens. Il est remarquable que les antifas (mouvance dans laquelle agissait Clément Méric) ne fasse pas partie de ce comité local...

Pendant ce temps, les opérations «coup de poing» se poursuivent partout en Lorraine comme ailleurs contre les roms sous les ordres de Manuel Valls qui se demande si on peut les intégrer à la république. Pendant ce temps, le FN avance tranquillement au gré des élections. Le poison nationaliste s'instille dans le corps malade de la société. Le drapeau tricolore est partout. La préférence nationale est devenue la règle.

Le capitalisme avance.

Les pauvres payent la crise, les réfugiés s'entassent à Remicourt ou rue Gilbert, sous les hurlements des bons français.

La droite est usée électoralement, la gauche est déjà finie. Mais comme il faut que les affaires continuent, le fn est devenu crédible. Il est partout, le temps des oeillades au fn est passé voici celui des ralliements...

Tout est en place.

C'est ce que sentent les cinq nazillons nancéens.

Ils ne sont rien. Rien d'autre qu'un symptôme, une mauvaise fièvre, dont tout le monde parle comme d'un petit accès de température qui devrait passer rapidement.



Mais la peste brune, où on la soigne ou on crève. Quant au remède, il est connu depuis longtemps. Et, heureusement, il y a des nouvelles en provenance de Turquie, d'Egypte, du Brésil qui montrent la voie à suivre: la lutte contre le fascisme c'est la lutte contre le capitalisme. Aujourd'hui comme hier, ici comme là-bas.

R

BURE : OPPOSANTS : 5 - ANDRA : 0 !

Sur 14 réunions prévues dans le cadre du débat public organisé autour du projet CIGEO (voir Résister#20), les 5 premières ont déjà été annulées !

23 mai à Bure : La réunion n'a duré que 15 mn ! Nous étions 200 opposants dans la salle et autant dehors pour faire tout le bruit nécessaire pour empêcher que cette mascarade de débat ait lieu. Les VIP sont sortis de la salle par une petite porte dérobée ; nous avons alors pris la tribune et déclaré le vrai débat ouvert ! Après ce 1er fiasco, la CNDP (Commission Nationale du Débat Public, rouage « neutre et indépendant » de notre beau système démocratique) a annulé les 2 réunions suivantes à St Dizier et Joinville en Haute Marne et a invité les opposants à une table ronde pour les faire discuter des modalités du débat ! On connaît cette méthode couramment pratiquée qui consiste à essayer, au travers d'un jeu de dupe savamment orchestré, de présenter un recul comme le résultat d'une concertation entre toutes les parties concernées. Mais cette fois, le gouvernement et le lobby nucléaire tombent sur un os à Bure en Meuse Hte Marne où la lutte contre l'enfouissement des déchets radioactifs à haute activité et à vie longue est menée depuis 1993. Les opposants locaux, qu'il devient difficile de berner, ont refusé de marcher dans la combine.

Alors, la CNDP a retenté le coup d'une réunion à Bar le Duc en annonçant que cette fois ci, ça n'allait pas se passer comme ça et qu'ils auraient recours à la force si nécessaire.

Manqué ! Ce sont 200 à 300 opposants plus déterminés que jamais qui sont arrivés dans une salle surchauffée, dotée d'une impressionnant sono style woodstock, prévue pour couvrir nos éventuels cris : Nous représentons 80% de la salle. Plusieurs élus opposants ont ouvert la séance

en remettant symboliquement les signatures de 60 000 meusiens et haut marnais qui demandent une consultation sur le sujet. Le président de la CNDP, Claude BERNET était tout content car au moins, on lui remettait quelque chose. Il a poussé son avantage et a immédiatement abattu sa carte maitresse en donnant la parole à une anti enfouissement mais favorable au débat public : la conseillère régionale EELV Patricia Andriot.

Encore manqué !

Faire jouer une opposante contre son propre camp n'a pas été du goût des manifestants. Nous avions prévu divers scénarios pour chauffer la salle mais ce ne fut pas nécessaire : 200 personnes se sont levées, vibrantes de rage, et ont hurlé, tapé des mains, secoué les chaises pendant plus de 45 mn jusqu'à ce que Patricia Andriot

renonce.

Le président a alors annoncé la fin de la réunion qui s'est conclue sous les vivats des opposants qui se sont mis à scander « A jeudi, à Nancy ! » C'est en effet à Nancy le jeudi suivant que devait se tenir la prochaine réunion à laquelle nous avions bien l'intention de réserver le même sort. Mais ce n'a pas été nécessaire, ils ont capitulé, et celle là aussi a été annulée ! Le jeudi, nous sommes venus quand même à une centaine pour fêter la victoire de cette 1^{ère} étape.

Car, bien sûr nous savons bien que ces blocages n'arrêteront pas à eux seuls le projet et que le processus institutionnel a peu de chance d'être invalidé. Mais ces actions redonnent confiance dans les possibilités de lutter localement et - qui sait - peuvent contribuer à l'amplification de la résistance, dans ce domaine, et pourquoi pas donner des idées à d'autres.

R

L'Abruti du mois

La cible est trop facile sans doute, le jeune homme nous donnant trop souvent l'occasion de lui réserver les honneurs de cette rubrique. Mais bon, il y a mis du sien et on ne doute pas qu'il va persévérer.

Si vous êtes habitants de Nancy, vous avez eu le bonheur de trouver dans votre boîte à lettres un petit fascicule de propagande de Mathieu KLEIN. Celui-ci, tel un alaindelon moyen, y vante ses mérites à la troisième personne du

singulier. C'est ainsi que l'on apprend que tout petit, le Mathieu, il rêvait d'être curé, « pour inscrire son histoire dans quelque chose qui vous dépasse ». Puis il rêvait d'être journaliste. Mais ce qui

est intéressant dans la vie du petit Mathieu, c'est qu'il n'a jamais eu d'autre activité qu'en rêve.

En effet, à aucun moment il ne semble avoir eu besoin de ses dix doigts pour gagner sa vie... ses dix doigts ou quoique ce soit d'autre d'ailleurs. Le petit Mathieu semble préservé de la nécessité de vendre sa force de travail pour faire bouillir la marmite. Jamais. Ni hier. Ni aujourd'hui. Et on craint pour nous que ce soit pareil demain. Monsieur KLEIN semble penser, et il n'est hélas pas le seul, que la fonction élective tient lieu d'activité professionnelle. Ainsi sans doute se voit-il le digne successeur de Monsieur ROSSINOT pour les décennies à venir.

Personnellement, cela me fait peur. Du coup, je suis sûr que ne voterai pas pour lui, ni au premier, ni au second tour. De toutes façons ça tombe bien puisque je n'habite plus Nancy.

Stéphane Richard

... le bien nommé,

RésisteR a mené sa propre enquête...

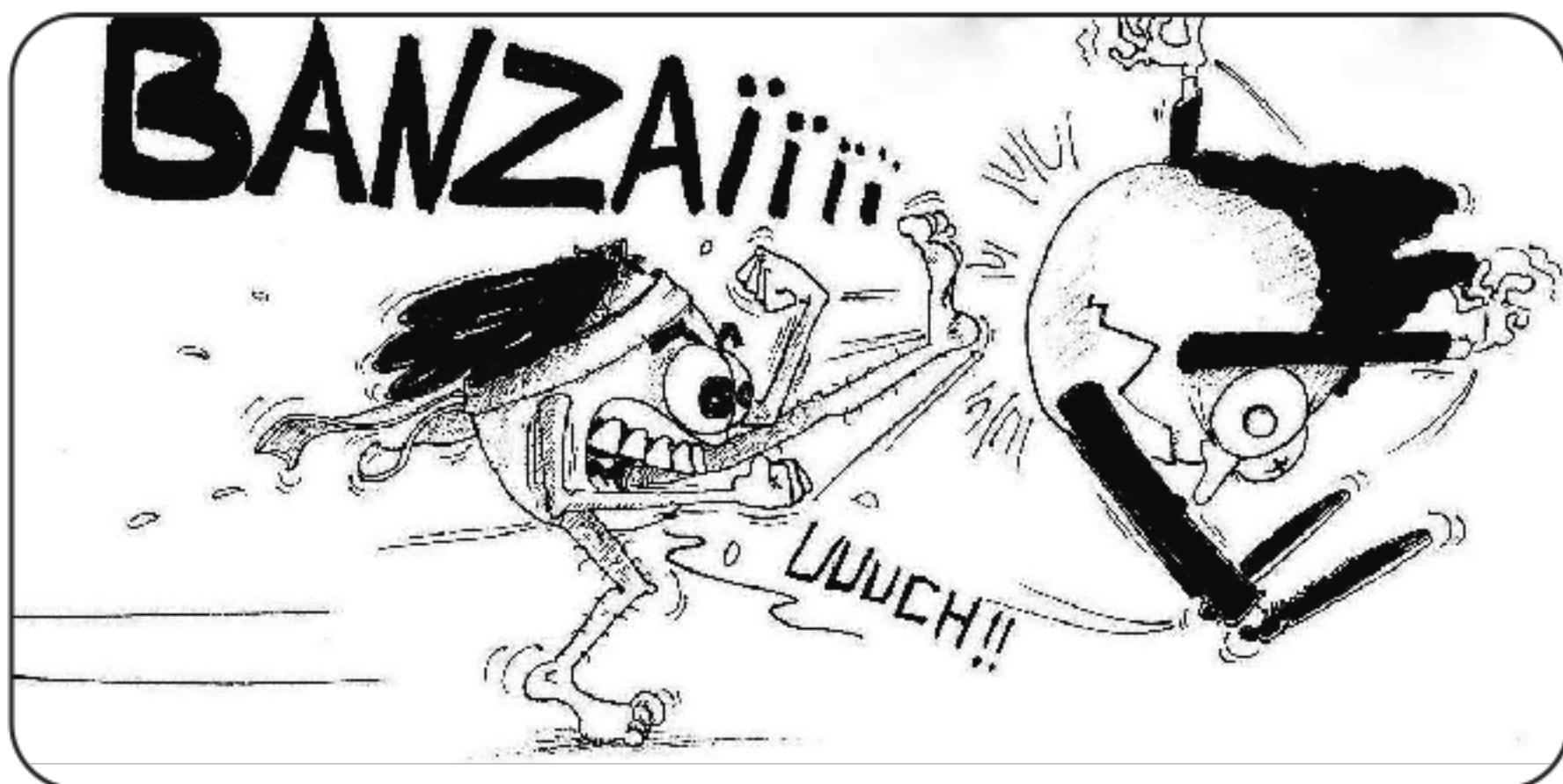
Vous connaissez ? Mais si, bien sûr ! Une grosse fortune de France ! Bon d'accord, vous êtes un peu, beaucoup plus loin dans le classement. Si je vous dis qu'il a été diplômé d'HEC et de l'ENA ? Bon d'accord, il y en a un paquet dans le pays et surtout dans les ministères et autour du président de la République. Ancien conseiller technique de Dominique Strauss-Kahn, ex-ministre de l'industrie aujourd'hui délinquant sexuel, toujours pas ? Copain de Nicolas Sarkozy, il a été nommé directeur de cabinet de Borloo puis de Lagarde ? Bon, vous chauffez non ? L'affaire Tapie, la commission d'arbitrage, les 400 millions et des brouettes, la garde à vue, la mise en examen... C'est lui, Stéphane Richard, l'actuel Président d'Orange France Telecom.

Celui que le Président de la République, plus mou du genou avec un « patron » qu'avec un ministre, a maintenu à sa place dans l'intérêt de l'entreprise !

Celui que tous les syndicats, pas rancuniers pour un rond, ont soutenu et attendu son retour comme le messie afin qu'il puisse poursuivre son plan social qui ne dit pas son nom et qui doit se traduire par 7000 nouvelles suppressions d'emplois dans les deux ans à venir, la reprise des réorganisations, des mobilités forcées, des fermetures de sites. A Nancy, près de deux cents agents vont quitter le central Berthélémy qui fermera ses portes dans quelques semaines.

Celui enfin qui aurait reçu, pendant son incarcération, le soutien de tous ses employés ! Aurait...selon la presse quasi unanime qui a multiplié les reportages de soutien, d'allégeance voir de déclaration d'amour à leur big boss !

L'entreprise n'a pas ménagé son énergie pour communiquer l'adresse du blog du bon président à tout le personnel afin de lui transmettre son soutien. Enorme, un raz de marée, à peine moins



qu'un concert de Johnny au stade de France, qu'une bénédiction papale place St Pierre de Rome...rendez-vous compte : 723 commentaires de soutien affichés au compteur, 723 joueurs de flûte, 723 pèlerins en quête du St Graal !

Alors bien sûr, les désenchantés et les mauvais chrétiens de RésisteR ont calculé que sur un effectif total du groupe Orange de 169 900 salariés, les 723 faux derches ne représentaient que 0,42 % du personnel. A quelques 99,58 % près, les médias n'avaient-ils pas raison d'affirmer que TOUT le personnel était derrière son Président...pour lui botter les fesses ?

Léon de Ryel

R

PTCI... Le racket international !!...

Vous rêvez de vous mitonner un bon petit bœuf aux hormones ou un pâté lorrain à la mode Monsanto ? De vous délecter d'une petite aile ou cuisse de poulet chloré mayo ? De vous éclater l'ADN au maïs et au soja transgéniques ?

Vous songez à dresser la couverture du pique-nique en plein milieu d'un champ jalonné de jolis puits d'extraction de gaz de schiste ? Vous serez bientôt exaucés grâce à la dernière petite trouvaille de ces quelques gens de la « haute sphère », comme on dit, pour désigner les petits sujets obéissants et zélés du roi capitalisme, dont on sait tout le bien qu'ils nous veulent. « Ils » nous ont en effet concocté un « Partenariat Transatlantique sur le commerce et l'investissement » (TTCI, Transatlantic Trade and Investment Partnership, en anglais), qui nous promet des beaux jours...

En deux mots, il s'agit d'un accord de libre échange commercial entre l'Union européenne et les Etats-Unis, dont les

négociations ont été ouvertes officiellement le 14 juin dernier. Elles seront menées, comme il se doit, dans le secret... Vous comprenez « pour travailler des négociations commerciales et les

réussir, vous avez besoin d'un certain degré de confidentialité, sinon ce serait comme montrer les cartes d'un autre joueur dans une partie de cartes », comme on peut le lire sur le site de l'Union européenne¹. Bien sûr...

Seules deux personnes à la table des négociations : le Commissaire européen au Commerce, Karel de Gucht le malfaisant, et son homologue américain, Michael Froman, tout aussi fréquentable. Ils se sont donné deux ans pour nous pourrir la vie : ces « négociations viseront à éliminer les barrières commerciales (les tarifs, les règlements inutiles, les restrictions sur les investissements, etc.) dans un large éventail de secteurs économiques (« incluant les services et l'agriculture ») afin de faciliter l'achat et la vente des



biens et services entre l'UE et les Etats-Unis ». Et d'ajouter, « l'UE et les Etats-Unis veulent aussi faciliter les possibilités de leurs compagnies d'investir dans l'économie de l'autre ».

À mots à peine couverts, ce « pacte » vise à donner (encore) plus de pouvoir aux big entreprises, les multinationales quoi ! Pour en arriver à cette belle chose, cette « beauté du diable », l'Europe a décidé d'inclure dans son mandat un processus dit de « règlement des différends » entre investisseur et État (Investor to State dispute Settlement, ISDS). Cette proposition, souligne le rapport de Corporate Europe Observatory et du Transnational Institute², suit la campagne déterminée, voire acharnée, de lobbying menée par les groupes industriels et les firmes juridiques pour donner plus de pouvoir aux grandes compagnies leur permettant ainsi de défier les règlements aussi bien dans leur propre pays qu'à l'étranger dès lors qu'ils affectent leurs profits.

Concrètement, les compagnies américaines investissant en Europe pourront contourner les tribunaux européens et porter directement les gouvernements européens devant des tribunaux internationaux quand ils estimeront que les lois de santé publique, de protection environnementale ou sociale interfèrent avec leurs profits. Les compagnies européennes investissant à l'étranger auront les mêmes privilèges. En d'autres termes, elles ont le droit de racketter les États.

La pratique n'est pas nouvelle, mais elle se trouve, à travers ce partenariat, bien officialisée, tristement, redoutablement normalisée...

Comme le rapport nous l'apprend encore, de nombreuses entreprises à travers le monde ont utilisé les dispositions du règlement des différends dans des accords commerciaux et d'investissement pour réclamer des sommes vertigineuses en indemnisation contre des lois étatiques déployées pour protéger l'intérêt public. Parfois, la simple menace d'une plainte ou son évocation ont été suffisantes pour provoquer l'abandon de la législation ou l'édulcorer. Dans d'autres affaires même, les tribunaux – des panels de trois membres ad hoc loués par un petit club d'avocats privés criblés de « conflits d'intérêts » - ont accordé des milliards d'euros aux entreprises, prélevés dans les poches des contribuables.

Trois exemples emblématiques de racket, pardon de « règlement des différends » entre investisseur et État :

1 : Le géant du tabac Philip Morris poursuit l'Uruguay et l'Australie contre leurs lois anti-tabac, affirmant que les étiquettes d'avertissement sur les paquets de cigarettes et les

emballages neutres l'empêchent d'afficher efficacement sa marque, causant une perte importante de parts de marché.

2 : En 2012, le géant suédois de l'énergie Vattenfall a réclaté 3,7 milliards d'euros à l'Allemagne en compensation de sa perte de profits engendrée par la décision d'abandonner progressivement le nucléaire.

3 : La compagnie états-unienne Lone Pine Resources Inc. poursuit le Canada à hauteur de 250 millions de dollars suite au moratoire contre l'extraction controversée du gaz de schiste (« fracking ») décidé par la province du Québec.

Un petit dernier pour la route, le géant de l'énergie Chevron est actuellement engagé dans une bataille légale controversée avec l'Équateur.

La compagnie a initié un arbitrage afin d'éviter de payer 18 milliards de dollars pour nettoyer une contamination liée au forage pétrolier dans la forêt amazonienne, comme il a été ordonné par les tribunaux équatoriens. Cette affaire a été fustigée d'« abus flagrant » d'arbitrage d'investissement pour éviter la justice.

514 litiges connus ont déjà été lancés en 2012 par des investisseurs. Les compagnies européennes et états-uniennes ont utilisé ces procédures pour « défier » l'énergie verte et les politiques de médicaments, les législations anti-tabac,

les interdictions de produits chimiques nocifs, les restrictions environnementales sur les extractions de mines, les mesures destinées à améliorer la situation économique de minorités et beaucoup plus encore...

Alors voilà...! La boîte de Pandore est déjà ré-ouverte pour le pire. Et pour ne pas rejoindre le Hollandais Volant dans sa triste noyade, il va falloir être vigilant afin d'empêcher le naufrage annoncé en résistant aux sirènes d'un marché de dupes.

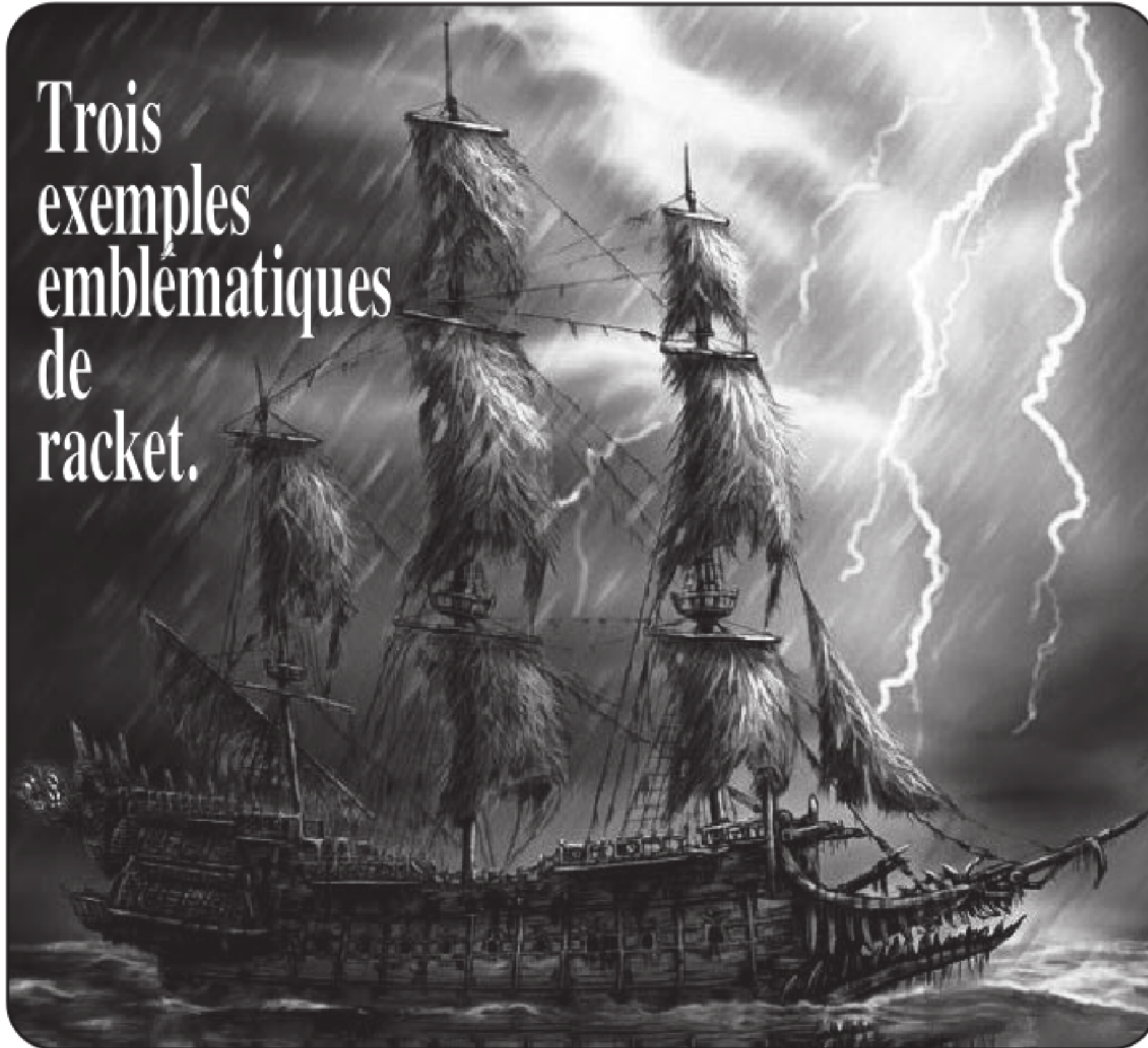
MM **R**

1 – Négociations UE/Etats-Unis sur le commerce et l'investissement, à cette adresse :

http://ec.europa.eu/trade/policy/in-focus/ttip/index_fr.htm

2 – A transatlantic corporate bill of rights – Investor privileges in EU-US trade deal threaten public interest and democracy, à cette adresse : <http://www.tni.org/briefing/transatlantic-corporate-bill-rights?context=70931>

Trois exemples emblématiques de racket.





" Vas-y
gros(se)..."

...c'est
écologique "

UNE VILLE PLEINE DE TROUS

Nous ne faisons pas d'antimilitarisme primaire. Sait-on jamais ce que l'avenir nous réserve dans sa botte ? C'est bien pourquoi nous ne craignons jamais de nous inspirer du génie de la soldatesque et de prendre exemple sur les pensées imaginatives du sapeur Camember : tout seul, il avait su conclure que le mieux que l'on puisse faire pour se débarrasser de la terre récupérée suite à une excavation, c'était de creuser un second trou pour l'y mettre ! On ne saurait être plus astucieux, muni de cette bonne idée, pour réduire le chômage béant.

À Nancy, les travaux de la future ligne 2 du réseau de transports en commun vont bon train. Depuis quelques mois, cyclistes et automobilistes se livrent à des séances gratuites de stock-car, en plein décor urbain, se tirant la bourre, évitant les chicanes et les épingle, des sueurs froides leur dégoulinant dans le dos. Les amortisseurs des uns et les postérieurs des autres sont à la fête. Nids-de-poule, cratères météoriques, chaussées fatiguées et affaissées, graviers glissants, boues argileuses, plaques d'égout en dénivelé, regards du réseau de gaz en saillie, gendarmes bourrés improvisés... sur les montagnes russes, on joue à se faire peur. (L'hiver, déjà, avait commis quelques outrages aux voies publiques.) Prendre la route à la corde est presque aussi dangereux que de se la passer au cou. Les cacous profitent de la situation pour faire des signes inconvenants, mais que l'on distingue à peine derrière la poussière soulevée. Certains attendent avec impatience qu'un juge de course brandisse enfin le drapeau à damier. Ne soyons pas chiens et conseillons à nos lecteurs et lectrices au physique délicat d'aller reconnaître le terrain avant de l'emprunter.

Les travaux de la ligne 2 sont l'occasion de réduire, ici, la taille des trottoirs, là, de l'allonger, parfois pour quelques centimètres seulement, comme s'il s'agissait de creuser un trou pour en boucher un autre. C'est ainsi qu'un bus peut en cacher un autre.

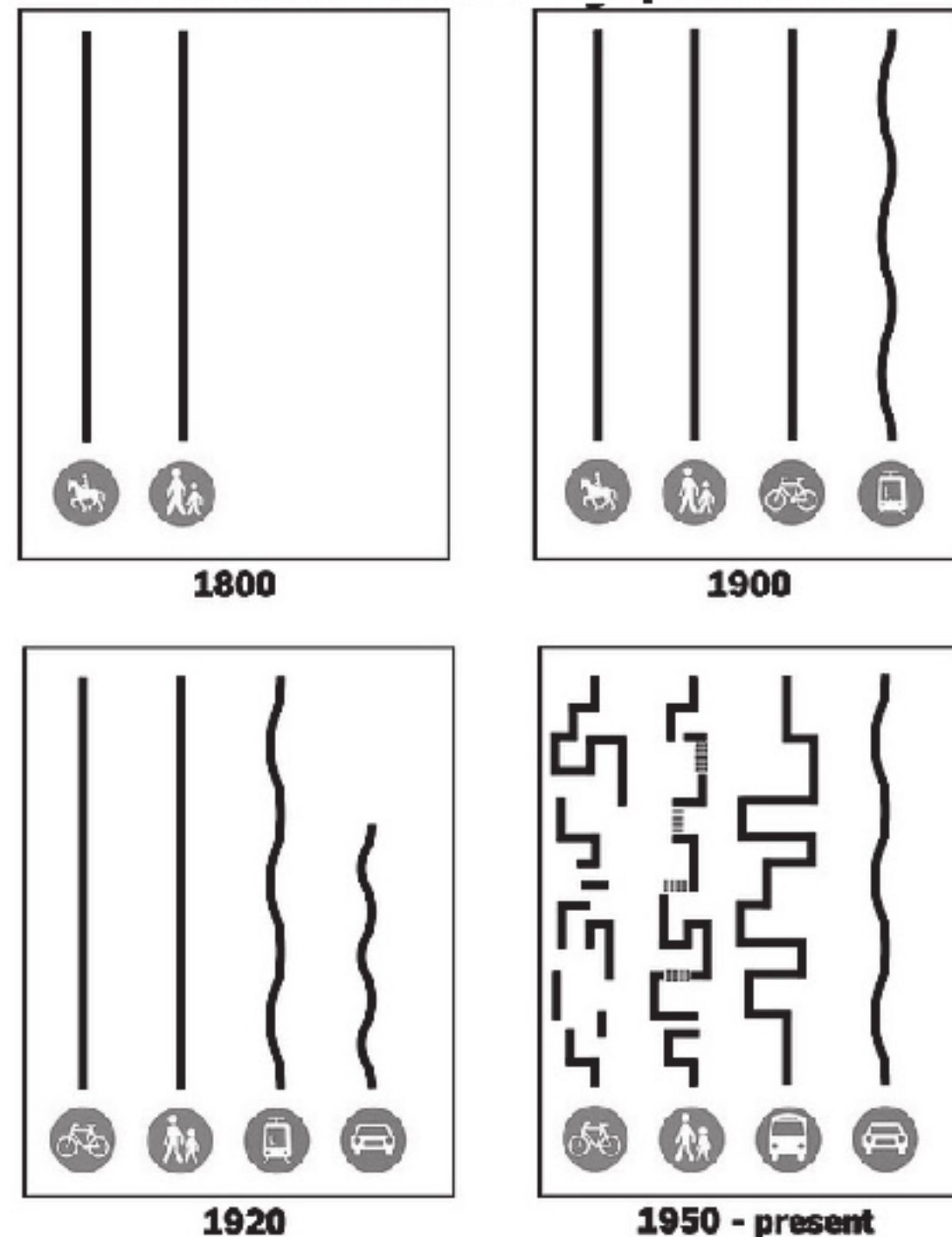
Beaucoup croient encore, en effet, que la ligne 2 verra la mise en service d'un tram. Ainsi, scrutent-ils la chaussée, à la recherche de rails toujours pas posés – deux cette fois-ci, s'il vous plaît ! Ils s'étonnent que l'on n'ait pas pensé à installer des caténaires, tellement utiles pour l'alimentation électrique des bécans. Ils s'inquiètent également d'un éventuel retard au démarrage. Ils se souviennent avec rage de l'humiliation ressentie lors du faux départ de la ligne 1 du tram... Disons-le tout net, ils seront sans doute ahuris de découvrir, à la fin du mois d'août, quand le nouveau réseau entrera en sévice, qu'il s'agit d'un simple bus, dit « à haut niveau de services », histoire de faire passer la déception. Initialement, il était question d'un tram, puis en raison de difficultés budgétaires liées à un endettement excessif indépendant de notre volonté, la communauté urbaine opta pour un trolley, avant de se rabattre sur un bus. Il était temps que la décision soit prise sans quoi nous n'aurions pu échapper à la traction hippomobile.

Le bus de la future ligne 2 s'appelle « Stanway », parce que ça fait plus jeune et tellement plus sympa. « Eh, Machin, tu prends le Stanway ? », dit l'un. « Ben ouais ! », dit l'autre ! Ça finit pareil, mais ça ne rime à rien.

Cette ville recevrait-elle prochainement un invité de marque ?

Le général de Gaulle ou le pape Jean-Paul II seraient-ils de retour, tels deux grands chevaux, au point qu'il faille tout ravalier, repeindre, ripoliner, reboucher – sans râler –, recoudre, repasser (le mot préféré de Rossinot !), rapiécer, reprendre, ravauder ? Oui, faisons en sorte que tout soit prêt pour l'incontournable événement de l'année prochaine. Le seul qui compte vraiment, bande d'usagers !

Une courte histoire du génie civil



Piéro

R

Le meurtre politique de Clément Méric, le 5 juin à Paris, est un révélateur. L'extrême droite de rue agresse : des homosexuels, des étrangers, des militants de gauche. Et elle tue.

En poursuivant aujourd'hui la politique de casse sociale de l'UMP, Hollande et ses amis préparent des lendemains radieux pour l'extrême droite.

Elle prolifère, ragaillardie par les manifs contre le mariage pour tous. Des groupuscules nostalgiques de Vichy et du 3e Reich pullulent, version néonazis ou identitaires, cathos intégristes ou païens, qui jusqu'ici avaient du mal à vivre à l'ombre du Front national et qui ont trouvé l'occasion de sortir à la lumière. Plus préoccupant, elle paraît bénéficier de la stratégie de « banalisation » suivie par le FN. Comme les Sections d'assaut dans l'Allemagne des années 20 et 30, l'extrême droite de rue commence à recruter chez des jeunes révoltés par le système mais désabusés et privés de perspectives. D'autres considèrent la situation avec relativisme et indifférence, quand ce n'est pas avec sympathie.

Malgré son programme d'un autre âge, l'extrême droite a été encouragée par la droite qui pendant le quinquennat de Sarkozy a repris ses valeurs de « l'identité nationale » et de la chasse aux immigrés. Plus récemment, elle a été renforcée par la participation main dans la main de toutes les familles de la droite aux défilés contre le mariage homosexuel. Mais l'extrême droite est aussi encouragée par la gauche au gouvernement, dont le ministre de l'Intérieur a pris le relais dans la chasse aux Roms et aux sans-papiers.

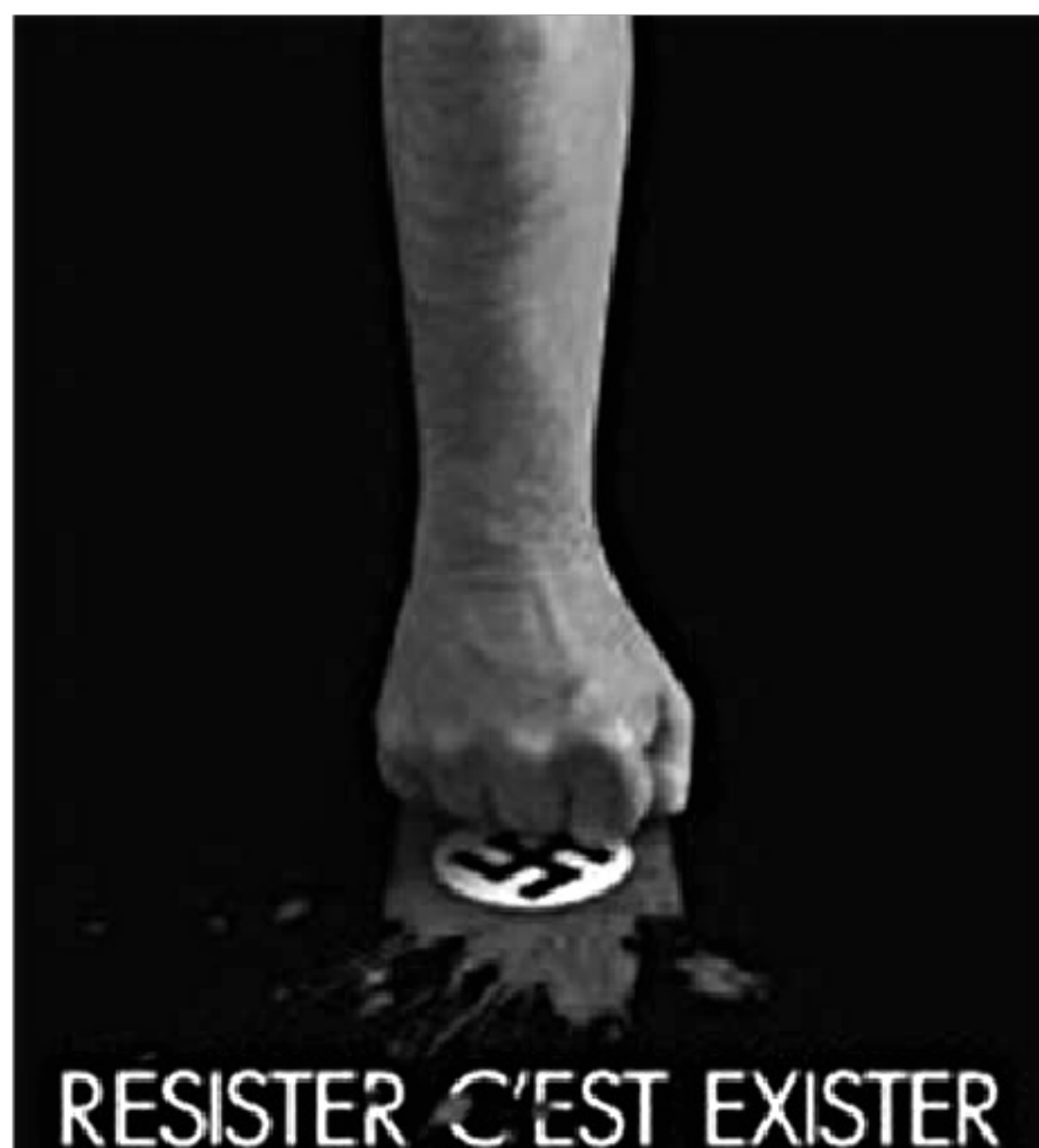
Sur fond de plans de licenciements et de mesures d'austérité, c'est surtout par sa politique libérale et inféodée au Medef que la gauche est en train d'ouvrir un boulevard à l'extrême droite. Le FN a commencé à exister électoralement en 1984, après les premières trahisons de la gauche et le « tournant de la rigueur » (déjà !) lancé moins de deux ans après l'élection de Mitterrand. Les cinq années du gouvernement Jospin, marquées par un taux record de privatisations (et la LOLF, et la loi de sécurité quotidienne...), se sont conclues sur le 21 avril 2002 avec Le Pen au deuxième tour des présidentielles. En

poursuivant aujourd'hui la politique de casse sociale de l'UMP, Hollande et ses amis préparent des lendemains radieux pour l'extrême droite.

Le fascisme, c'est la carte ultime du capitalisme pour s'assurer la mise au pas de la population et le maintien de l'ordre social quand tout paraît devoir basculer. A mesure que la crise s'approfondit, l'option politique du fascisme, totalement marginale aujourd'hui, sera encouragée par l'aile la plus conservatrice du système. On le voit en Grèce, dans un contexte de tension plus forte qu'ici, où un bras de fer est engagé entre mouvement populaire et troupes néonazies de l'Aube dorée. Nous n'en sommes pas là, mais la progression de l'extrême droite ces dernières années exige de réagir avant qu'il ne soit trop tard.

La mort de Clément Méric a suscité un appel national « *Le fascisme tue. Ensemble, combattons-le !* », qui s'est traduit par une trentaine de manifestations les 12 et 13 juin. Des groupes antifascistes à de nombreux syndicats, des composantes du front de gauche aux libertaires, plusieurs dizaines d'organisations ont surmonté leurs divergences pour s'atteler à un travail commun pour éliminer la haine fasciste. Comme l'affirme cet appel, « *face à l'explosion des inégalités et aux politiques d'austérité, il faut reconstruire l'espoir collectif en une société plus juste* ». Pour contrer le dévoiement par l'extrême droite des aspirations radicales et anti-système d'une fraction de la jeunesse, c'est bien la voie dans laquelle il faut s'engager. Et pour cela, tourner le regard hors de nos frontières, en Turquie ou au Brésil : l'espoir collectif en une société plus juste, ce n'est pas un idéal national, c'est une perspective internationaliste !

R



Le petit Monde merveilleux de L'EXTREME DROITE FRANÇAISE

VERS

- électoraliste (se présente à des élections)
- anti-musulman
- antisémite
- virtuel (présent sur Internet)
- violent (ou ayant un potentiel de violence)
- médiatique (présent dans les médias)
- contact régulier
- contact occasionnel ou individuel
- NR : nationaliste-révolutionnaire
- RIF : Rock Identitaire Français
- RAC : Rock Against Communism

la droite extrême

Créée en 2011, **La Droite Populaire** regroupait à l'origine des parlementaires UMP (ayant pour la plupart milité à l'UNI, au MIL ou au GUD), chargés de défendre une ligne « dure » au sein du parti de Sarkozy : la structure s'est ensuite ouverte à tous afin d'intervenir davantage dans la campagne de 2012. Elle a depuis été supplantée par un nouveau courant, **la Droite forte**, devenu majoritaire au sein de l'UMP. Fondé en 2012 par, entre autres, Guillaume Peltier, un ancien du FN et du MPF, ce mouvement a pour slogan « Nous sommes fiers d'être Français, nous sommes fiers d'être de droite ». De plus, il existe au sein de l'UMP des micro-mouvements ou des individus qui prônent un rapprochement avec le FN.

La droite FORTE

la Droite populaire

FRONT NATIONAL

créé en 1972 ■ 20 000 membres ■ Président

Principale formation d'extrême droite, fondée à l'origine par les de différents groupuscules nationalistes, le FN devient rapidement parti connaît ses premiers succès au début des années 1980, ras courants de l'extrême droite française (catholique intégriste, and gaise) ainsi que des courants plus radicaux (solidariste, national Le parti a connu une scission en 1998, qui l'a considérablement a le congrès de Tours de 2010, Marine Le Pen a succédé à son père avec la volo historiques du nationalisme français pour apparaître plus moderne et moins

RASSEMBLEMENT BLEU MARINE

Créée à l'occasion des élections législatives de juin 2012, le RBM regroupe autour du FN de Marine Le Pen différents petits partis ou groupuscules souverainistes (dont le SIEL) dans l'espoir à la fois d'élargir son audience électorale et de fondre le FN dans une structure plus large et passe-partout. Malgré l'absence de résultats probants, le RBM sera probablement remis en place lors des prochaines élections.

les souverainistes

Bien que n'ayant jamais vraiment pris sur le plan électoral, les mouvements souverainistes peuvent ponctuellement se faire l'allié de l'extrême droite : PM. Couteaux et son SIEL rejoindra le FN, tandis que Nicolas Dupont-Aignan de **Debout la République** déclare être « ouvert au dialogue ». On constate aussi des dérives, tel le Pôle de renaissance communiste en France (PRCF) qui n'hésita pas, au nom de la défense de la langue française à manifester au côté de Couteaux. Reste le **Mouvement Pour le France** (MPF) de Philippe de Villiers (plus que moribond après la mise en retrait de son fondateur) qui a pu servir un moment de sas entre le FN et l'UMP (Guillaume Peltier en est la plus belle prise).

Debout la République

SIEL

FNU

Mouvement de qués dizaines d par Marine Le F que par le pass gaente, en remp

JEUNE NATION

créé en 20

saud. Cette s de leurs milit ment aux R Marine Le Pe responsables «durs» de l' tisémistes en p

Les hoolig

Pas vraiment poli d'appoint pour les du Kop de Boulog à la manif nation

RIPOSTE LAÏQUE

créée en 2007 ■ env. 30 membres
Présidée par Pierre Cassen et Christine Tassin
Mouvement issu de certains milieux laïcs de gauche, qui expriment leur racisme anti-musulman sous couvert de défense de la laïcité. Après le « buzz » des apéros saucisson-pinard, RL semble perdre de sa capacité de mobilisation, et se retrouve de plus en plus isolé. Le FN se refusant à répondre à ses appels du pied.

Les modernes

BLOC IDENTITAIRE

créé en 2002 ■ 500 membres
Dirigé par Fabrice Robert, Philippe Vardon.
Issus d'Unité radicale, dissoute après la tentative d'assassinat par l'un de ses militants sur le président Chirac, les Identitaires regroupent plusieurs structures, dont le Bloc identitaire et ses différentes sections locales (**Projet Apache**, **Nissa Rebella**). Les Identitaires tentent de se démarquer de l'extrême droite traditionnelle tout en recrutant parmi les jeunes nationalistes. Abandonnant toute référence idéologique, les Identitaires misent sur la communication et les nouvelles technologies, parfois avec succès. Mais ils ne sont pas arrivés à se créer un espace politique distinct de celui du FN et leur stratégie de dédramatisation, sur le modèle des partis populistes européens de droite, est un semi-échec, la base des militants n'étant pas prête à renoncer aux aspects folkloriques du nationalisme. Le BI dispose d'une pseudo agence de presse, **Novopress**, qui mélange dépêches de faits divers et annonces liées aux activités des Identitaires, et d'un label de RIF, **Alternative-s**, producteur, entre autres du groupe Hotel Stella.

LIGUE DE DEFENSE JUIVE

Créée en 2001 (dissoute en 2003)
40 membres ■ Dirigée par Jean-Claude N., (alias Carlisle) et Yossi Ayache.
Version française du mouvement Kach du rabbin Khatane, la LDJ se distingue par sa violence et son soutien à l'extrême droite israélienne. Ses cibles favorites sont bien plus l'extrême gauche pro-palestinienne que l'extrême droite antisémite. Quasiment jamais condamnés, ni par l'État, ni par les institutions communautaires, ces jeunes militants ont un réel sentiment d'impunité. La LDJ n'a, jusqu'à aujourd'hui, quasiment plus aucun contact sérieux à l'extrême droite.



GUD (GROUPE UNION DÉFENSE)

créé en 2009 ■ 40 membres
Dirigé par Logan Duce
Basé à Lyon et Paris, ce n'est qu'une vague copie du mouvement né en 1969. Ce GUD navigue à vue et c'est surtout illustré par sa violence. Depuis le départ en 2012 d'Edouard Klein, de Baptiste Coquelle (parti au FN), de Hugo Lesimple (à Troisième Voie) et de Kevin « Gaven » Lamadieu, le GUD a été repris en main par Logan Duce, proche des Jeunesses Nationalistes au point que l'on peut penser aujourd'hui que le GUD est sous le contrôle des JN, comme c'est le cas à Lyon avec Steven Bissud.

Les bourrins

RÉSEAU IDENTITÉS

Né d'une scission du Bloc Identitaire, il se structure autour de la Ligue du Midi de la famille Roudier, de certains anciens cadres du BI, notamment d'Aquitaine, de Bretagne et d'Alsace d'abord. Une Ligue Française, continuateur du BI Ile-de-France, a vu le jour à la rentrée, dirigée par Hugues Bouchu (ex BI). Proche de Riposte Laïque, le RI participa à leur manif contre le « fascisme islamiste ». RI tente également un rapprochement avec Troisième Voie : vers une unité des parias ?

TROISIÈME VOIE

créé en 2010 ■ ± 100 membres
Dirigé par Serge Ayoub
Après avoir relancé le mouvement en 2010 (Troisième Voie était à l'origine une organisation de la fin des années 1980), Batskin avait réussi le tour de force en peu de mois de s'imposer comme l'une des forces militantes les plus importantes de l'extrême droite radicale. Mais depuis le milieu de l'année 2012, TV est en perte de vitesse. S'il existe encore des contacts avec la NDP, Ayoub s'est fâché avec à peu près tout le monde : le GUD, les JN, l'AF, les Nationalistes autonomes et même une partie de la mouvance skinhead. Cette situation contraint Ayoub à tenter de trouver de nouveaux alliés, comme le Réseau Identités, voire même les anarchistes royalistes de l'ultra-groupuscule Lys Noir !

les skinhead

La mouvance skin d'extrême droite a un regain d'activité par rapport au 2000. S'il n'existe pas à proprement d'organisation skinhead fédérant groupes au niveau national, on plusieurs groupes qui se font remarquer par leur activisme politique. La plupart des groupes n'ont plus de lien avec Troisième Voie, mais ils participent toujours à des manifestations nationalistes du mois organisées par Batskin.

Blood & Honour

HEXAGONE

NATIONALISTES AUTONOMES

Phénomène importé d'Allemagne et essentiellement présent sur le net, les seules sections réellement actives sont basées dans l'Est de la France. Impliquées dans de nombreux incidents, ces sections sont aujourd'hui plus discrètes suite à de nombreux procès. Un temps proches d'Ayoub, les liens sont rompus depuis la manif du 13 mai 2012.

les néonazis

Les derniers groupuscules proprement néonazis ont aujourd'hui disparu en France. Il ne reste plus que quelques individus sur internet, sans présence réelle.



naire et and Identitaires

Sch par les sites a

iente : Marine Le Pen

néofascistes d'Ordre Nouveau et
nt « la chose » de Jean-Marie Le Pen. Le
semblant à cette occasion les différents
iens collabos, anciens de l'Algérie fran-
stes-révolutionnaires, néonazis, païens).
affaibli durant plusieurs années. Depuis
nté affichée de s'affranchir des courants
extrémiste.

FRONT NATIONAL DE LA JEUNESSE

jeunesse du FN regroupant quel-
individus. Repris en main et épuré
Pen, il n'a plus la même dynamique
é. Nathalie Pigeot en est l'actuel diri-
placement de David Radhline.

ESSES ONALISTES

11 - 100 membres - Dirigé par Alexandre Gabriac
Branche « jeune » de l'Œuvre Française se dével oppant
dans plusieurs régions, les JN, menées par un Alexan-
dre Gabriac, ont enchainé ces derniers mois manifs,
contre-manifs et actions soit-disant spectaculaires, tout
cela amenant à de multiples interpellations et procès.
Les JN se sont récemment doté d'un « Comité de
Liaison et d'Aide Nationaliste » dirigée par Laura Lus-
uractivité laisse à penser qu'ils risquent l'essoufflement
ants, les résultats n'étant pas au rendez-vous, contraire-
G et à la police... Franchement hostiles au FN de
n (lui préférant B. Golnisch) les JN, dont la plupart des
ont été exclus du FN, sont en revanche très proches des
extrême droite : des nostalgiques du pétainisme aux an-
passant par les catholiques intégristes.

ans

tiques, ils sont parfois une force
nationalistes ; ainsi, des membres
ne se sont déjà associés par le passé
liste radicale du 9 mai.

FRATERNITÉ ARTAMANEN

PICARD CREW

Les LOUPS TURONS

FRONT DES PATRIOTES

HAMMERSKINS

OPSTAAN VLAAMS HUIS

La Vlaams Huis est à la fois un lieu, la maison flamande,
et un groupe politique, tenu par Claude Hermant, merce-
ien membre du DPS. La Vlaams Huis était à l'origine liée aux
Elle est indépendante aujourd'hui, mais proche du MAS.

éma réalisé
ntifascistes

Les catholiques intégristes

Comme pour les anti-IVG, les réseaux cathos intégristes sont denses et
complexes, et mériteraient un schéma à eux tout seuls. On peut malgré
tout citer l'**Institut Civitas**, et sa branche jeune, **France
Jeunesse Civitas**, ou encore **Dies Irae**, installé sur la région
bordelaise, très proche à une époque des Identitaires.

ŒUVRE FRANÇAISE

créée en 1968 ■ 100 membres
Dirigée par Yvan Benedetti
L'OF est avec l'AF le mou-
vement nationaliste le plus vieux en
activité et l'un des derniers mouve-
ments à revendiquer l'héritage de la
France de Vichy. Beaucoup de cadre
de l'OF « infiltrés » dans le FN, der-
rière B. Golnisch, furent victimes de la politique de
dédiabolisation engagée par Marine Le Pen. Suite
à cette purge, l'OF est revenu aux fondamentaux et
connaît à présent un second souffle (cf. Jeunesses
Nationalistes). Début 2012, Yvan Benedetti a rem-
placé Pierre Sidos à la tête du mouvement.

RENOUVEAU FRANÇAIS

créé en 2005 ■ 150 membres
Dirigé par Thibault de Chassey
Rompant définitivement les liens avec
le FN, le RF s'est depuis rapproché de
l'Œuvre Française sur certaines manifestations
(commémoration du 6 février 1934), mais éga-
lement de la NDP.

Les nostalgiques

NOUVELLE DROITE POPULAIRE NDP

créée en 2008 ■ quelques centaines de membres
Dirigée par Roland Hélie, Robert Spieler, Pierre Vial
Fondée autour de différents courants réunis
dans la revue *Synthèse nationale*, la NDP
regroupe les opposants historiques de
Jean-Marie Le Pen au sein du FN ou à
l'extérieur du mouvement. La plupart ont
appartenu au Parti des Forces nouvelles,
ainsi qu'à de multiples groupuscules hos-
tils à Le Pen. Depuis sa fondation elle a été renforcée par
des cadres historiques de la mouvance frontiste comme
Pierre Vial. Bien que catholique, la NDP accepte égale-
ment les mouvements païens. La NDP tente d'incarner
politiquement ce qu'était le FN des années 1980,
c'est-à-dire une structure regroupant toutes les tendances
de la mouvance nationaliste. Alliée au PDF et au MNR, la
NDP a formé l'**Union des Droites Nationales**
à l'occasion des législatives de juin 2012, sans obtenir de
résultats significatifs.

MOUVEMENT D'ACTION SOCIALE

créé en 2010 ■ 30 membres
Dirigé par Arnaud Derville
Prenant la suite de
Pro Patria, le
MAS s'est développé
dans l'ombre des
mouvements nation-
alistes en mettant en place des
structures comme l'émission
Méridien Zéro. Inspiré
par les néo-fascistes italiens
de Casapound, le MAS a réussi à
s'implanter dans quelques villes
comme Toulouse ou Lille.

RÉFLÉCHIR & AGIR

Revue créée dans les
années 1990 par d'anciens
skins néonazis et membres
du GUD Paris. Aujourd'hui,
elle est tenue par des mili-
tants issus de différents
courants nationalistes.

RÉBELLION

Revue national-bolchevik
issue d'Unité radicale et
exclue des Identitaires
pour avoir critiqué leur
ligne politique. Présente à
Paris et à Toulouse,
Rébellion joue à fond la
confusion avec l'extrême
gauche et l'anticapitalisme.

les anti-IVG

Trop nombreuses pour apparaître toutes dans ce schéma, la plupart
des organisations anti-IVG sont en contact avec des groupes
nationalistes. Leurs principales activités publiques sont les « Marches
pour le vie » et les prières devant les centres IVG organisées par **SOS
Tout Petits**.

ACTION FRANÇAISE

Né à la fin du XIX^e siècle, c'est le plus
vieux mouvement nationaliste en acti-
vité. Mouvement royaliste, il fut une école
de formation pour les jeunes cadres d'extrême
droite. Aujourd'hui, sous la présidence de Sté-
phane Blandhonnet, son activité est limitée à la
sortie de son journal et quelques rassemble-
ments ou débats-dîners.

Les nostalgiques de l'Algérie française

Surtout présent dans le Sud-Est, les nostalgiques de
l'Algérie Française (**l'Adimad**, des anciens de l'OAS,
Comité Véritas, **Cercle Algérieniste**, **Jeune
Pied-Noir** ...) peuvent localement représenter un poids
électoral non négligeable. En cette année anniversaire de l'indépendance,
on note un regain d'activité dans ce milieu : manif pour l'honneur de
l'Armée d'Algérie à Paris, projets de stèles, création d'un Comité de Liaison
du Mémorial de l'Honneur Français sous l'égide de Roger Holéindre...
L'État semble aussi le reconnaître en remettant la légion d'honneur à J.F.
Collin (ex FN, président de l'Adimad) ou à Hélie de Saint Marc.

PARTI DE LA FRANCE

créé en 2009 Présidé par Carl Lang
Le PDF est avant tout un outil de promotion pour Carl Lang,
ancien numéro deux du FN. Il regroupe aussi en son sein d'autres
cadres « historiques » du FN (Roger Holéindre, Pierre Descaves, Mar-
tine Lehideaux ...) déçus par l'évolution du FN.

Les anti-FN

MNR (MOUVEMENT NATIONAL RÉPUBLICAIN)
créé en 1999 et dirigé par
Annick Martin et et Hubert Savon
Scission du FN en 1998. Fondé et longtemps
dirigé par Bruno Mégret, numéro deux du FN
dans les années 1990, ce parti n'est plus
aujourd'hui qu'un groupuscule.

TERRE & PEUPLE

créé en 1994
env. 100 membres ■ Dirigé par Pierre Vial
Association culturelle dirigée par Pierre Vial, (un
ancien du **GRECE** et du FN) ce mouvement racialisé
et païen permet à des militants de différentes organisations
de se retrouver dans une structure « neutre ». Ses Tables
rondes, organisées tous les ans, sont devenues le rendez-
vous de la frange la plus radicale de l'extrême droite.

Les pseudo-intellos

ÉGALITÉ & RÉCONCILIATION

créé en 2007 ■ 30 membres
Dirigé par Alain Soral
Fondé par Alain Soral, ESR avait
à l'origine comme ambition de
regrouper nationalistes de droite
et patriotes de gauche. Mais après
l'échec de la liste antisioniste en
2009, ceux qui voulaient transformer ESR en
parti politique sont partis, et l'incohérence
politique de Soral a fait le reste. Aujourd'hui,
ESR n'est plus que le fandub de Soral, avant
tout attaché à la réédition et promotion de ses
livres et autres DVD...

Les conspirationnistes

Les thèses conspirationnistes ne sont pas
l'apanage de l'extrême droite, et certaines
viennent même de la gauche. Mais elles
fournissent souvent des arguments aux
fachos de tous poils, car derrière chaque
conspiration ou presque se cacheraient les «
sionistes » (i.e. les Juifs) et/ou les impérialistes
(le « grand Satan » américain), ce qui a permis
ponctuellement des rapprochements
contre-nature... Bien que d'aspect confus, le
milieu conspi est organisé en un réseau très
dense d'individus et de groupes. On peut citer:
Réseau Voltaire, **Re-Open911**,
Mécanopolis, **Nouvelle Solidarité**
de J. Cheminade, **Alterinfo**...

Les négationnistes

Avec l'incarcération d'un des leurs (Vincent
Reynouard, ex néonazi du PNFE) et la pétition pour sa libération, ainsi que la sortie
d'un documentaire sur Robert Faurisson, l'actualité négationniste a connu un
regain d'activité ces deux dernières années. PE Blannue est à l'origine de ces deux
initiatives. Les textes qui cherchent à nier l'existence de la Shoah sont quasi-exclusi-
vement sur internet, via des listes ou des blogs. Sur papier, il existe toujours **Sans
concession**, de Reynouard et Tabou de Jean Plantin.



Social quoi ?

*There's nothing in the street
Looks any different to me
And the slogans are replaced, by-the-bye
And the party on the left
Is now party on the right
And their beards have all grown longer
overnight
The Who - Won't Get Fooled Again **

C'est quoi un socialiste ?

J'avais appris que les idées de justice sociale, d'internationalisme, de solidarité étaient quelques unes de celles qui étaient à la base de cette vision de la société.

Fondamentalement donc, des valeurs qui ne peuvent pas s'accommoder du capitalisme et de ses injustices. J'avais appris ça où ? A l'école sûrement. Je n'ai pas dû pas être bien attentif. Bon en regardant un peu l'histoire, je me rendais bien compte que cela avait un peu (?) changé. Et puis après 1982, c'était devenu sans beaucoup d'illusions. Mais restait que rencontrant encore parfois de ceux qui se déclarent « socialistes », je retrouvais dans leur discours ou leurs aspirations ces choses là. Alors bon, beaucoup de perplexité sur le parti du même nom mais encore une certaine compréhension fraternelle pour ceux

sociale et internationaliste étaient des convictions honnêtes et profondes. De celles qui font que le racisme et les discriminations sont intolérables. De celles qui font que le fascisme est une bête contre laquelle il faut lutter sans arrière pensée politique parce qu'il est un avatar avec lequel le capitalisme s'arrange si bien. De celles qui font que la guerre, qui engloutit d'abord les peuples et laisse les princes en vie, n'était pas justifiable. De celles qui font que l'étranger est de toutes les façons un frère dès lors qu'il est lui aussi écrasé par le même système. Bref, de celles qui élèvent la conscience dès lors qu'on lutte pour elles. Même si personnellement, les notions d'État et de pouvoir me semblent aussi de celles à combattre prioritairement, il était possible, sur le terrain, de se retrouver et de lutter ensemble. Parfois.

Comment cela a-t-il pu changer à ce point aujourd'hui ? Un peu d'analyse politique et historique répondrait bien à cela. Mais ce n'est pas là qu'est le plus étrange, le plus incompréhensible à mon sens. La question qui vient en fait, c'est comment « un » socialiste honnête et en paix avec sa conscience (autant que cela peut être...) admet-il le comportement de son parti ? Comment fait-il « ce socialiste » quand un ministre pourchasse les Roms en son nom ? Comment fait-il quand en son nom, il laisse des ministres voler dans la caisse ? Comment fait-il lorsque, toujours en son nom, le gouvernement continue une politique libérale favorisant le capital au détriment du peuple ? Que fait-il lorsque celui ci favorise ainsi la propagation des idées fascistes ? Il se tait.

N'aurais-tu plus de conscience camarade « socialiste » ? Pourquoi, toi, qui voulait abattre le fascisme, le capitalisme, t'en accommodes-tu si bien dès lors qu'ils sont entretenus par quelques énarques qui se sont affublés du mot de « gouvernement

socialiste » ? De ceux qui ont choisi une entreprise à la sortie de l'école. -Tiens moi j'irais chez « Liberal Inc. ». -Ah oui, moi j'ai un bon plan chez « Socialist and Cie ».

Le récent meurtre de Clément Meric est le fait des hommes de mains du capitalisme ultra libéral. Capitalisme qui aujourd'hui est purement et simplement juste géré par des « hommes » politiques venus au pouvoir par le biais des jeux électoraux. Des jeux de dupes. Ce système qui n'est plus de ceux qui sont remis en cause par « les socialistes ». « Mon programme n'est pas socialiste » disait l'un. Eh bien ça se voit ! « Moi, président, je, je, je... » disait l'autre. Bla bla !

Les attaques contre les chômeurs, les étrangers, les travailleurs (du privé ET du public), les retraités, les discriminés en tous genres ne font que reprendre le cahier des charges des puissants de ce monde. De ceux qui ont le pouvoir. Le pouvoir de l'argent, de la force policière et militaire. Du pouvoir de nuisance simplement. De cette nuisance qui conduit au meurtre. Assurément, le pouvoir, plus qu'à revendiquer est à détruire !

Camarade socialiste, toi qui n'a pas les dents longues pour les prochaines élections, pour le prochain poste bien placé, dis-le donc. Socialiste, reprends ce mot à ceux qui l'ont dévoyé. Cela doit être bien pénible de se sentir trahi à ce point. Ou alors ce n'est pas seulement la conscience qui s'en est allée, c'est aussi l'honnêteté.

Jihel

R



CHIEN MÉCHANT D'AVEUGLE

qui se battaient concrètement, avec d'autres, pour mettre fin au capitalisme. Le Parti était clairement devenu social-traître mais il subsistait des individus pour qui la fraternité

**Il n'y a rien dans la rue
Qui me paraisse différent en quoi que ce soit
Et les slogans ont changé,
Et le parti de gauche
Est maintenant le parti de droite
Et leurs barbes ont toutes poussé pendant la nuit
The Who - Ne Nous Faisons Pas Avoir Une
Fois De Plus*

Gâchis quotidien

Dans l'action sociale comme partout dans le service public, chaque mouvement de salariés, s'il peut évidemment être en lien avec la défense des intérêts de ceux-ci, a aussi et parfois surtout le souci de la qualité du service rendu au public. Et au Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (CG54), comme partout hélas, les réponses sont toujours les mêmes, allant du « *on n'est pas si mal que ça* », au « *mais il faut que vous preniez en compte les contraintes budgétaires qui pèsent sur nous* », en passant par « *les chiffres nous donnent une tout autre réalité que celle que vous décrivez* ».

Le jeudi 20 juin, les personnels de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) du CG54 étaient en grève. Une cinquantaine de salariés sur les 150 que compte le département avait fait le déplacement jusqu'à Nancy. Auparavant, une pétition avait recueilli la signature des trois quarts des personnels. Leur mission : apporter un soutien aux familles rencontrant des difficultés éducatives et/ou relationnelles et, pour la majeure partie des personnes mobilisées, favoriser un travail entre parents et enfants confiés au service, le plus souvent sur décisions d'un Juge des Enfants, et accueillis dans un foyer ou dans une famille d'accueil.

Leur revendication : le remplacement des personnels absents, ceux-ci n'étant de plus en plus fréquemment remplacés que pour moitié, des auxiliaires, jeunes professionnels, se retrouvant en contrat précaire, avec un équivalent temps plein pour remplacer deux titulaires absents.

Mais par delà cette revendication, qui portait en elle la qualité du travail que ces professionnels peuvent faire avec les familles, étaient aussi mises en avant les conditions d'accueil des enfants confiés à l'ASE. Depuis plusieurs années, le nombre de places d'accueil est insuffisant pour répondre aux décisions de placements. Résultats : des décisions de justice confiant des enfants parce que ceux-ci sont en danger dans leur milieu familial ne sont plus appliquées, laissant les enfants dans cette situation de danger ; des enfants confiés de plus en plus loin de leur domicile familial, rendant ainsi plus difficile le travail sur la restauration du lien qui permettrait le cas échéant d'envisager à terme un retour dans leur famille.

Mais aucune réalité, aucun discours ne semble pouvoir atteindre l'autisme dans lequel la majorité départementale conduite par Michel DINET semble s'être muré. Les chiffres disent autre chose.

Cela nous rappelle la situation des professionnels encore employés il y a quelques mois par feu l'association vandopérienne « *Vivre dans la Ville* » : les Védévés comme on dit. Ces professionnels effectuaient une mission de prévention spécialisée, c'est-à-dire d'éducateurs de rue, qui, par leur présence constante sur un quartier, tentent de créer un lien avec les jeunes de ce quartier et avec leur famille, pour prévenir, sous couvert d'anonymat, de non mandat (pas de mandat d'un juge ou d'une administration) et de libre adhésion (ce sont les termes de la loi), les situations de

précarité, de difficultés éducatives et le cas échéant d'actes de délinquance. Ces professionnels ont mené, durant des mois, tous solidaires, une lutte exemplaire contre une décision du Conseil Général qui venait à la fois réduire les moyens qui leur étaient alloués sur la ville de Vandoeuvre, mais aussi remettre en cause une pratique professionnelle construite, trente années durant, dans un respect constant tant des habitants du quartier que des fondements mêmes de leur mission tels que posés par la loi.

Là aussi, le Conseil Général n'a rien entendu, ne voulant rien entendre. Résultat : la disparition d'une association vandopérienne qui fut longtemps des plus dynamiques, des salariés repris certes par une autre association à la demande du Conseil Général mais des salariés qui semblent faire l'objet de pratiques discriminatoires, l'association exigeant d'eux des actes qu'elle n'exige de personne d'autre, des salariés faisant tous l'objet d'une procédure disciplinaire, se voyant accusés d'insubordination, des salariés que l'on souhaite séparer, sans tenir compte de la cohérence d'intervention qu'ils ont su construire ni des liens qui les unissent, et parmi ces salariés, des syndiqués sur qui on exerce une pression encore plus intense.

Quel gâchis humain ! Chaque attaque contre le service public, qu'elle vienne de l'Etat, de l'Agence de Santé ou de collectivités territoriales est un véritable gâchis humain : gâchis pour les personnes à qui ce service se rend comme pour les salariés qui le rendent. J'aimerais croire que vous ne pouvez

l'imaginer. Mais je sais trop que vous en êtes comme moi les témoins quotidiens.

jencri

R

solidarité avec le mouvement populaire turque

Samedi 22 juin à Nancy était organisée la quatrième manifestation de soutien au mouvement populaire qui ébranle la Turquie depuis le 28 mai. RésisteR! a rencontré Ali, du Collectif des associations originaires de Turquie de Nancy et Metz.

RésisteR. Peux-tu revenir sur l'origine du mouvement en Turquie ?

C'est un soulèvement populaire qui a commencé juste parce que l'Etat a voulu détruire le parc Gesi du quartier Taksim, une sorte de « Pépinière » si on veut. La population n'a pas accepté que des immeubles soient construits à cet endroit-là pour permettre l'installation d'un centre commercial. La jeunesse surtout a refusé ce projet et a lancé le mouvement, qui a pris une ampleur très grande sur toute la Turquie. Au départ ce sont les étudiants et les lycéens qui s'y sont mis, et puis les chômeurs, les universitaires, les avocats, les médecins, les syndicats, et finalement tout le mouvement populaire s'y est retrouvé. A ce jour, toute la population, Turcs, Kurdes, Arméniens, Alévis... enfin toute la population et les minorités méprisées par le gouvernement ont commencé à dire stop aux demandes d'Erdogan, parce qu'il y a un ras-le-bol général. La société turque dans sa diversité en a assez de ce pouvoir qui devient de plus en plus autoritaire, qui ne respecte pas la liberté d'expression ni la laïcité.

RésisteR. On assiste aussi à des rapprochements entre des groupes qui jusqu'ici ne se parlaient pas

Tout à fait, il y a beaucoup de groupes qui d'habitude ne se

retrouvent jamais ensemble et qui ont convergé à cette occasion. Tous les partis d'extrême gauche et les partis démocrates et « libéraux », mais aussi des partis nationalistes qui se réclament de l'Atatürk, se sont trouvés réunis sous un seul slogan : « *Résistance Taksim* ». La place Taksim, que la population et ces partis occupent, c'est un lieu symbolique pour la gauche turque, un peu comme la place de la Bastille à Paris. Que tous les partis y soient ensemble, cela a renforcé la confiance de la jeunesse et de la population dans le mouvement. A Nancy aussi, cela a permis des rapprochements dans le soutien au mouvement en Turquie, dans l'organisation des manifestations comme celle d'aujourd'hui. C'est important de montrer que dans certains cas, comme celui-ci, on peut être ensemble.



RésisteR. En Egypte il y a un regain de mobilisation populaire contre les Frères musulmans, au Brésil on voit aussi grandir une énorme

contestation populaire, tu vois un lien dans tout ça ?

Oui, quand on voit tout ça on est fier de participer à un mouvement qui va de la place Taksim au Brésil, j'espère que d'autres suivront, qu'il y aura un soulèvement général parce que le ras-le-bol est général. On soutient également le combat de Clément Méric qui s'est fait tuer par l'extrême droite il y a quelques jours en France. Ce qu'on veut affirmer aujourd'hui, c'est la solidarité internationale des peuples. C'est notre slogan : « *Taksim est partout, la résistance aussi* ».

R

CIRCULEZ... Y A RIEN À VOIR

Les agents du rectorat de Nancy-Metz ont appris quelques jours avant qu'à compter du 21 mai 2013, presque toutes les places à proximité du rectorat central (site Philippe de Gueldres), devenaient payantes. Ils n'ont eu aucune information de la part de la mairie, ils ont découvert ceci par la mention « Payant » peinte au sol petit à petit sur tous les

emplacements, dans toutes les rues autour de leur lieu de travail.

Les agents du rectorat sont quatre cent sur ce site, dont près de la moitié viennent en voiture (ce qui n'a rien d'idéal dans le cadre du développement durable... très à la mode... quel râble, le râble de lapin ??).

L'abonnement le moins cher à un parking proche est de trente deux euros mensuels... il y a vingt places et elles étaient toutes réservées deux ou trois jours après la nouvelle...

Pour les autres parkings, le coût de l'abonnement mensuel est de cinquante-cinq à soixante-quinze euros, ce qui venant se rajouter au frais d'essence et d'entretien du véhicule, est exorbitant par rapport à des petits salaires de mille à mille trois cent euros nets.

A titre de comparaison, il existe un tarif « résident » pour les habitants du quartier, qui est de quatorze euros mensuels par foyer pour une voiture, et de dix-neuf euros pour une deuxième voiture.

Aussi, les agents du rectorat ont fait une pétition demandant la possibilité d'avoir un tarif résident, pour ceux qui viennent quotidiennement en voiture. Cette pétition a recueilli deux cent



dix signatures en une quinzaine de jours (soit plus de la moitié des personnels).

Elle a été transmise à la direction en CHSCTA (Comité Hygiène Sécurité Condition de Travail Académique pour l'Education Nationale) avec aussi les questions suivantes :

- 1) La direction a-t-elle une alternative à proposer au stationnement payant ?
- 2) Sinon pourrait-elle proposer une aide financière au stationnement, de façon prioritaire pour les plus bas salaires ?

Non bien entendu la direction n'a pas d'alternative à proposer... et la cinquantaine de places dont dispose le rectorat est réservée aux « huiles » (ne pas fréquenter de trop près, cela fait des taches de gras difficiles à nettoyer), il faut gagner au moins deux mille euros nets pour y avoir droit à ces places, être chef de bureau ou de division (ou encore secrétaire de la rectrice ou du secrétaire général cela aide...).

Les autres, qu'ils ou elles se débrouillent, il n'y a bien entendu pas d'argent pour aider au stationnement...

Une collègue a demandé si les chefs qui bénéficiaient de places de parking gratuites allaient le déclarer aux impôts comme avantage en nature...

Malgré tout, la direction a été correcte, elle a contacté la mairie et leur a transmis la pétition. Elle a aussi rappelé aux agents du rectorat que l'Education Nationale prenait en charge à hauteur de 50 % un abonnement de travail aux transports en commun, qu'il s'agisse du train ou des bus et du tram.

Seulement, tous les agents du rectorat n'habitent pas à proximité d'une gare ou d'un arrêt de bus (avec tous les arrêts qui ont été supprimés, les petites gares fermées...). Aussi certains ont fait des courriers à la mairie demandant une fréquence plus élevée sur les bus interurbains, (hélas ce n'est pas ce qui est prévu... après la mise en place du tram 2 à la rentrée 2013, sur certaines lignes interurbaines, la fréquence de passage sera d'un bus toutes les quarante minutes au lieu d'un toutes les vingt minutes aux heures de pointe, le matin et le soir).

Voici quelques extraits choisis des réponses de la mairie de Nancy.

« L'instauration du régime du stationnement payant a pour but de rendre aux riverains un cadre de vie beaucoup plus agréable en résolvant le problème de desserte de leur domicile, tant d'un point de vue arrêt (livraison) que d'un point de vue stationnement.

L'objet du stationnement payant n'est donc pas de faire payer en soi mais de créer de la rotation et de la libération de places. Rendre payant sans obtenir ce résultat ne servirait donc à rien vis à vis de l'objectif visé. Il n'est donc pas prévu de tarifications spécifiques mensuelles ou annuelles autres que celle prévue pour les Résidents. »

De qui se moque-t-on ? Notre sympathique maire barbu, connu pour sa générosité et son altruisme, n'a décidé de faire payer (avec son conseil municipal) le stationnement que pour améliorer la qualité de vie des riverains, en aucun cas pour remplir les caisses...

Surtout que tous les panneaux récemment installés donnant le nombre de places disponibles dans chaque parking de la ville ont dû avoir un certain coût...

« La Ville de Nancy ne détient plus la compétence liée à l'organisation des transports en commun. Cependant, elle est associée comme toutes les autres communes composant la Communauté Urbaine du Grand Nancy aux réflexions sur le développement de ce service. »

S'il y a moins de bus interurbains, la mairie de Nancy n'y est pour rien, il faut voir avec la CUGN. Certains agents du rectorat, particulièrement opiniâtres, ont écrit à la CUGN... qui a répondu qu'elle n'était pour rien dans ces problèmes d'horaire, que les décisions étaient prises par la Connex... une fois de plus, de qui se moque-t-on ??

Vouloir limiter la circulation des voitures au centre ville, avec toute la pollution et les problèmes de santé que cela génère (problèmes respiratoires, bronchites, asthme, développement d'allergie...), en particulier pour les jeunes enfants et les personnes âgées, serait légitime, mais à condition d'avoir un très bon réseau de transport en commun, avec par exemple des parkings extérieurs

gratuits, et des navettes gratuites menant au centre ville. Or, nous sommes très loin de ce genre de proposition...

La mairie de Nancy, ou la CUGN ou la Connex (??), souhaite que les gens qui travaillent en ville en habitant à l'extérieur de Nancy ne prennent plus leur voiture. Pour les y aider, elle supprime certaines lignes de bus et réduit les fréquences sur les lignes interurbaines...

La mairie de Nancy n'a pas poussé le mauvais goût jusqu'à faire remarquer que le rectorat avait déjà un parking... mais la direction du rectorat a bien dit aux agents que le problème relevait de la mairie de Nancy...

En attendant, personne ne propose de solution satisfaisante pour les agents qui ont de petits salaires et qui n'ont pas d'autre choix pour venir travailler que de prendre leur véhicule personnel...

Pourquoi ne pas leur conseiller de faire comme Gaston pour régler l'aspect financier du problème de stationnement !...

Circulez, il n'y a rien à voir !

In furore.

R

AMNISTIE pour FOUAD !

Un camarade de la CNT Metz vient d'être condamné à 40 000 euros d'amende suite aux occupations de voies SNCF au moment du CPE, en 2006.

Les faits

Au printemps 2006, le gouvernement UMP tentait d'imposer à la jeunesse et aux travailleurs le CPE (Contrat de Première Embauche), véritable outil de précarisation et de flexibilité du travail.

Le 30 Mars, suite à une action émanant de l'Assemblée Générale du campus du Saulcy à Metz environ 1000 personnes (étudiants, lycéens, salariés) avaient occupé, durant plus de deux heures, les voies de la gare SNCF. Malgré l'aspect pacifique de cette action, et alors que le cortège s'était retiré de la gare sans violences ni dégradations, le préfet de Moselle avait ordonné une violente charge policière contre les manifestants. Toujours sur ordre du préfet, une seule et unique interpellation avait eu lieu : celle d'un militant de

la section universitaire de la CNT de Metz, Fouad. En janvier 2012, la Cour d'appel de Metz le condamnait définitivement, au pénal, à 500€ d'amendes plus 500€ de frais de justice, sous prétexte d'avoir été « le meneur de la bande ».

Dans le cadre du procès au civil, c'est près de 40 000€ que lui réclame aujourd'hui la SNCF !

Conclusion / Action

Encore une démonstration criante d'une inadmissible répression du mouvement social et syndical (voir *RésisteR#18*, *RésisteR#16*)

Mouvement de soutien à Fouad et pour exiger l'amnistie des condamnés du mouvement social

Manifestation à 15h, 48 Place Mazelle devant le medef à Metz

Lien

<http://www.cnt-f.org/amnistie-sociale-entretien-video-avec-fouad-harjane-cnt-metz.html>



Lettre ouverte à Madame Delphine Batho, ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, pour l'arrêt du projet Cigéo

Madame la Ministre,

Dans votre communiqué du 24 mai vous rappelez le cadre de la loi de 2006, il conviendrait également de rappeler que la loi Bataille de 91 prévoyait au moins trois laboratoires de recherche sur l'enfouissement des déchets radioactifs, en particulier de haute et moyenne activité à vie longue. Il ne reste malheureusement que le site de Bure que la population devrait accepter comme « la solution de référence ». Certes les déchets radioactifs à vie longue existent mais pour l'heure l'inventaire n'est pas clos puisqu'il devra tenir compte des choix à venir en matière de politique énergétique, notamment sur la question des combustibles usés (ASN 22 mai 2013).

En 2005 la population s'est exprimée en défaveur du projet de stockage géologique. Une pétition a recueilli 40 000 signatures dans la région, ignorée par la suite.

Alors que le projet est déjà ficelé, les débats publics dits « démocratiques » n'ont de raison d'être que l'acceptation et la validation du centre de déchets radioactifs. Le 23 mai à Bure les opposants au projet Cigéo ont exprimé leur désaccord, ils l'ont fait en toute légalité, personne n'a été empêché de rentrer dans la salle des fêtes, ni bousculé, ni insulté, et ce malgré leur colère face à une situation qui leur

est imposée. Ils l'ont fait avec les moyens dont ils disposent, un peu de bruit, de la musique, quelques confettis, rien de comparable avec l'argent déversé par l'ANDRA sur les localités.

Nous sommes défavorables au projet Cigéo, et nous demandons le maintien des déchets sur les sites où ils ont été produits ou retraités et qu'on arrête d'en produire. Les industriels sont responsables de ce qu'ils produisent sur le plan financier, éthique (producteurs-pollueurs-payeurs), et ne peuvent se débarrasser de leurs déchets toxiques au détriment de toute une région pour des générations.

En 2000 François Hollande a voté au Conseil Régional du Limousin une motion contre la création d'un laboratoire sur son territoire. Madame la Ministre, nous ne voulons pas de ces castors-là qui sillonnent déjà la France au mépris de la santé des cheminots et de la population et nous disons *ni ici ni ailleurs* !

A Chaligny, le 9 juin 2013

Le Collectif d'Action Contre l'Enfouissement des Déchets Radioactifs CACENDR

5 rue du 15 septembre 1944
54320 Maxéville

Appel à la constitution d'un collectif antifasciste sur l'agglomération nancéienne

La situation politique s'est fortement dégradée depuis un an, avec une montée en puissance de l'extrême droite, notamment des groupuscules fascistes et néonazis et qui gravitent autour du Front national. Le meurtre de Clément Méric en est le dramatique révélateur. Au niveau local, après avoir vu les « nationalistes autonomes lorrains » multiplier les agressions à l'automne 2010, c'est sous le label du GUD que les militants néonazis ont resurgi depuis l'été 2012. Pour de nombreuses personnes, engagées ou non, il apparaît urgent d'organiser une riposte de masse à cette ascension de l'extrême droite. Il serait aujourd'hui totalement contre-productif de lancer un collectif contre l'extrême droite avec le Parti socialiste. On ne peut pas être crédible sur ce terrain sans dénoncer la politique de Valls contre les Roms et les sans-papiers. On ne peut pas être crédible en lançant une initiative avec le parti au pouvoir qui organise la répression contre les militants antifas à Nancy, tout en laissant les nervis du GUD faire des saluts nazis, et éructer des insultes homophobes et antisémites sur le parcours de la marche des fiertés le 1er juin dernier. On ne peut pas être crédible et prétendre qu'il y a d'autres perspectives que celles de l'extrême droite en s'alliant à la majorité gouvernementale qui poursuit les attaques contre les salariés, les chômeurs, les retraités. On ne peut pas être crédible en s'associant à un parti qui, loin de contrer la politique du précédent gouvernement libéral, la continue, la renforce et la renforcera, persistant ainsi à créer le terreau sur lequel toutes les expressions fascistes se sont toujours développées. Nous proposons d'initier un collectif antifasciste sur les bases de l'appel national "Le fascisme tue. Ensemble, combattons-le !". Ces bases sont claires, et un tel collectif aura la marge de manoeuvre pour intervenir dès septembre sur les facs et les lycées, sur les marchés, pour diffuser dans les boîtes aux lettres, lancer des campagnes d'affichage, etc. Nous proposons un premier rendez-vous pour débattre de ce projet Lundi 1er juillet 2013 20H au CCAN (69, rue Mont-désert)

Le fascisme tue. Ensemble, combattons-le !

APPEL NATIONAL

Le 5 juin, des militants d'extrême-droite ont tué Clément Méric, syndicaliste étudiant et militant antifasciste. Ce meurtre nous indigne et nous révolte ; il s'inscrit dans la suite de très nombreuses agressions commises par des groupes d'extrême-droite ces derniers mois. La situation exige des actes forts, permettant de mettre un coup d'arrêt à la propagation de ces idées et pratiques nauséabondes. Dans le respect de leurs différences, les organisations soussignées appellent à s'unir pour rendre hommage à Clément et pour éliminer la haine fasciste.

Confortés par des partis qui reprennent des propos et des pratiques de l'extrême droite, les groupes fascistes refont surface. Les dernières actions contre le mariage pour tous et toutes ont été l'occasion pour eux d'être mis sur le devant de la scène. Nous dénonçons la banalisation du FN et de ses idées xénophobes et racistes.

L'exclusion, le rejet de l'autre, la fermeture des frontières, la désignation de boucs émissaires, la dénonciation de l'immigration comme responsable de tous les maux sont des attitudes qui, l'histoire en témoigne, conduisent au pire. L'État entretient un climat délétère en organisant des expulsions massives qui participent à la stigmatisation des immigré-es et des Roms. Au contraire, il est nécessaire d'agir avec détermination contre les commandos fascistes.

Odieux et inacceptable en lui-même, le meurtre de Clément dépasse le drame individuel. Agressions contre les lesbiennes, bi-es, gays et les personnes trans, contre les immigré-es et les personnes issu-es de l'immigration, les musulman-es, actes antisémites, violences envers des militant-es antifascistes et des organisations progressistes, se sont multipliées dans toute la France comme à travers toute l'Europe. Le mensonge, la haine, la violence, la mort, voilà ce que porte l'extrême-droite, de tout temps et en tous lieux.

Ce n'est pas une question morale ; le fascisme se nourrit des peurs face à l'avenir : 5 millions de chômeurs et chômeuses, 8 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, 3,5 millions de mal logé-es, accroissement de la précarité, conditions de travail dégradées, licenciements, fermetures d'entreprises... Face à l'explosion des inégalités et aux politiques d'austérité, il faut reconstruire l'espoir collectif en une société plus juste. La question de la répartition des richesses que nous produisons est fondamentale. L'extrême-droite est à l'opposé de ces valeurs. Utiliser la mort de Clément serait méprisable. A contrario, c'est honorer sa mémoire que de dire publiquement et ensemble ses engagements syndicaux et antifascistes, et de poursuivre encore plus nombreux-euses et déterminés-es ses combats pour la liberté et une autre société.

Unité contre le fascisme et l'extrême-droite !

Eradiquer la menace fasciste nécessite un travail dans la durée et l'organisation de collectifs locaux. Nos organisations sont différentes, mais elles ont un point commun essentiel : le refus de l'intolérance, du nationalisme, de la haine, et de l'exclusion ; tout le contraire de ce que veut imposer l'extrême-droite !

Le fascisme et l'extrême-droite ne sont pas des courants politiques avec lesquels on dialogue ou on compose. Leur système est basé sur la violence physique, la haine, l'asservissement des peuples.

SIGNATAIRES (AU 13 JUIN) :

AC !, Action antifasciste Paris Banlieue, ACTIT, Act Up Paris, AFASPA, Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui, Alternative Libertaire, AIDES, APEIS, ATMF, ASEFRR (Association de solidarité en Essonne avec les familles Roms Roumaines), ATTAC France, CAAC (Collectif des associations et ami-es des Comores), CADAC, CEDETIM/IPAM, CGA, CGT fédérations Educ'action et Services publics, CNDP, CNT-f, CNT-SO, Collectif Antifasciste Paris Banlieue, Collectif antifasciste Marne-la-Vallée, Collectif CIVG Tenon, Collectif Hétéros au boulot, Collectif Oui Oui Oui, Collectif VAN (Vigilance arménienne contre le négationnisme), Collectif de Saint Denis contre le FN et l'extrême droite, Comité de soutien au Peuple Basque, CONEX (Coordination nationale contre l'extrême droite), Confédération paysanne, Convergence et Alternative, DAL, DIDF, Droits devant !!, EELV, FA, FASE, FASTI (Fédération des associations de solidarité avec les travailleur-euse-s immigré-e-s), Fédération Anarchiste, Fédération Sud Education, Femmes Egalité, FIDL, FSU, Fondation Copernic, Front de gauche Latinos, GARcES, Gauche Anticapitaliste, Gauche Unitaire, GISTI, ICEM-pédagogie Freinet, Jeudi Noir, Justice et Liberté, L'appel et la pioche, La Horde, La LMDE, Les Alternatifs, Lesbian and Gay Pride Lyon, Lesbiennes of Color, Les Debunkers, Les durEs à queer, Les Effronté-e-s, Living room project Marne la Vallée, Marche Mondiale des femmes, Marches européennes contre le chômage, MRAP, Mémorial 98, MJCF, MNCP, M'PEP, 9eme Collectif Sans Papiers, NPA, PCF, PCOF, PG, Pink Bloc Paris, Planning familial, Ras l'Front Marne-la-Vallée, Ras l'Front 38, RedSkins Limoges, REFLExes, République et Socialisme, Réseau pour un avenir sans fascisme, SKB (Union des femmes socialistes de Turquie/France), SGEN-CFDT Académie de Versailles, SLU (Sauvons l'université), SNESUP-FSU, SNPTES-UNSA, SNTRS-CGT, Solidaires Etudiant-Es, SOS Homophobie, SOS Racisme, Sortir du colonialisme, STRASS, SUD Culture Solidaires, Syndicat des avocats de France, Syndicat de la magistrature, UJFP, UNEF, UniEs-Vers-Elles, Union syndicale Solidaires, UNL, UNSP, VISA (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes)

Mouvement de soutien à Fouad et pour
exiger l'amnistie des condamnés du
mouvement social. (voir page 14)
Manifestation à 15h,
48 Place mazelle devant le medef à
Metz.

A LIRE

Enquêtes de santé.
Magazine bimestriel.

www.enquetedesante.com

Le collectif
Urgence Sans-Abri
appelle à un rassemblement de
soutien aux familles et
personnes laissées
scandaleusement à la rue, au
mépris de la loi, voyant ainsi
leur droit et leur dignité bafoués
et leur
santé en danger.
Venez nombreuses et nombreux
le mercredi 3 juillet
place Stanislas à 17h30

Fête populaire du PCF
le 07 juillet prochain à Lunéville.
Les pacifistes, les anticapitalistes et les organisations progressistes
locales participeront à la fête ; sont également invitées les familles
ROMS de Lunéville avec qui nous luttons depuis des mois pour
scolariser les enfants etc...

Cercles de silence

Nancy
27/07 et 31/08
à 15 h
place Stanislas

Pont-à-Mousson
09/07 et 10/08
à 10 h 30
place Duroc

Manifestation
Samedi 29 juin 2013
de 14H à 19H Luxembourg.

Mouvement de solidarité devant le centre
fermé pour étrangers proche du centre des
affaires de Findel Luxembourg. Musiques et
poésies au programme.
Rassemblement contre l'ouverture du premier
centre pour prisonniers étrangers à
Luxembourg.

Faites de la musique,
pas des centres fermés !

Le nouveau Jour J est arrivé !

En avance sur le beaujolais,
le nouveau Jour J est en vente
dans les kiosques au prix de 3€.

Au risque de nous faire tenter un
procès de non parentalité, nous
vous invitons à acheter ou à vous
abonner à ce trimestriel de nos
jeunes frères de la fac. Gouleyant
et pétillant, son acidité éclate en
bouche dès la première page :

« **Faites chier Rossinot, Faites
chier les notables, Faites
chier le crédit mutuel !**
**A consommer sans
modération. »**

Collectif Antifasciste Nancéen
LUNDI 1er JUILLET à 20h00
au CCAN - 69 rue de Mont-désert - 54 000 - Nancy

Date limite d'envoi des articles pour Résister! #22: 25/08/2013
redaction@crr54.lautre.net
Comité de rédaction : 26/08/2013 - Date de parution : 30/08/2013
Points de dépôts :

- * Croc'us : 137, rue Mac Mahon - Nancy
- * Vêt Ethic : 33 rue St Michel - Nancy
- * Laissez-nous cuire : 78, rue Charles Keller - Nancy
- * CCAN : 69, rue de Mon desert - Nancy

MOTS CROISES par Line C

Horizontalement

- 1 - Doctrine dogmatique et sectaire.
- 2 - Produit de décomposition organique - Repaire de brigands - Censurés.
- 3 - Pleureuses.
- 4 - Tartuferies encouragées par le 1.
- 5 - Allers sans retours - Volcan argentin - Lie.
- 6 - Truc de scout - Familier - Tractas.
- 7 - Acronyme du gourou du 1 - Vieille habitation.
- 8 - Immatriculation au Lesotho - Révolutionnaire au delà du mythe -
Anti-dépresseur naturel.
- 9 - Interjection - Tracteras.
- 10 - Boirais du petit lait - Hystérique du jour.
- 11 - Programme humaniste d'échanges - Règle.
- 12 - Terre - Neuf à Rome - Armés.

Verticalement

- A - Névroses alimentées par le 1.
- B - Aborigènes du Chili - Genre d'araignée pas très excitante quand il lui
manque un gène.
- C - A protéger de l'ANDRA - Table.
- D - Césures.
- E - Extraire à l'oreille - N'était pas suffisant pour vivre.
- F - Maître du cirque - Précieux quand ils ne sont pas lourds.
- G - Vanité - Entends.
- H - Pratique dont les virtuoses masculins sont rares !
- I - Monarque russe - Attaquée par les taons.
- J - Technique pour virer - Après ça, c'est une surprise !
- K - Un jour, ils seront les derniers endroits où on pourra voir les adeptes du 1 ! Planchette.
- L - En matière de - Petit ascète - Défavorisés.

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1	N	A	H	U	A		L	E	N	T	E	S
2	I		E		G	E	O		O	R	M	E
3	D	A	R	W	I	N	I	S	T	E	S	
4		A	B	H	O	R	R	E	E	S		U
5			A	I		A		I	S	S	U	S
6		E	S	S	A	Y	A	S		E	N	A
7	S	I		K	R	O	U	M	I	R		I
8	Q		C	Y	T	I	S	E		O	S	
9	U	N	I		E	R	O	S	I	F	S	
10	A	I	D	A			N		L	I	A	S
11	T	A	R	E	N	T	E	L	L	E	S	
12	S	I	E	D		A		O		R	S	A
13		S	E	E	S		R	I	V	E	E	S

Solutions #20